

Allemagne : le débat sur l'immigration enflamme la droite

Selon le ministre-président (CSU) de Bavière, le pays n'a pas besoin de davantage d'immigrés

Berlin
Correspondant

Ministre-président de la Bavière et président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), Horst Seehofer est un politicien éminemment important et un allié de poids de la chancelière Angela Merkel. Aussi ses déclarations au magazine *Focus*, paru samedi 9 octobre, sur l'Allemagne qui n'a « pas besoin de davantage d'immigrants de cultures différentes » puis, durant le week-end, sur « la société multiculturelle qui est morte et ne pourrait pas être plus morte », ont-elles relancé la polémique qui secoue le pays depuis plusieurs semaines sur l'intégration des musulmans.

Elles ont d'autant plus frappé les esprits qu'elles ne pouvaient pas plus mal tomber. Vendredi, à l'issue du match de football Allemagne-Turquie, Angela Merkel a félicité Mesut Ozil, une des stars, d'origine turque, de l'équipe d'Allemagne et, le lendemain, elle tenait à Berlin une conférence de presse avec le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan pour essayer d'améliorer les relations avec la Turquie tout en continuant de s'opposer à l'entrée d'Ankara dans l'Union européenne.

De son côté, M. Erdogan a fait preuve de bonne volonté. Lui qui, en 2008, à Cologne, affirmait que l'assimilation est « un crime contre l'humanité » se montre « désormais évidemment favorable à ce que les personnes turques présentes ici en Allemagne s'intègrent, pour leur propre bien-être et pour le bien-être et le devenir de la société allemande ».

Ce virage a été confirmé, mardi, par Egehan Bagis, le ministre turc chargé des questions européennes. Dans un entretien au magazine populaire *Bild*, le ministre s'est adressé aux 2,5 millions de Turcs qui vivent en Allemagne en ces termes : « J'insiste auprès de mes concitoyens turcs et de tous les Allemands d'origine turque : apprenez l'allemand, tenez compte des usages et coutumes de votre pays d'accueil. Envoyez vos enfants dans les meilleures écoles. » Exactement le discours que souhaitent entendre les responsables politiques allemands.

Pour les observateurs, les déclarations de Horst Seehofer n'ont qu'un objectif : envoyer un message à son électorat traditionnel, déboussolé après les déclarations du président de la République, Christian Wulff (CDU), selon lesquelles « l'islam fait partie de l'Allemagne ». Cet électorat se montre

sensible aux thèses de Thilo Sarrazin, ce polémiste à succès pour qui l'Allemagne court à sa perte en raison du poids pris par les immigrés musulmans. Horst Seehofer a été qualifié de « populiste » par la gauche. En déplacement en Bulgarie, Angela Merkel a fait savoir qu'elle soutenait les propos de M. Seehofer mais elle a dans le même temps affirmé l'inverse : « L'Allemagne est et sera un pays ouvert », a-t-elle dit. Sa porte-parole a même ajouté : « Il ne fait aucun doute que les personnes de cultures différentes sont les bienvenues en Allemagne. »

« Le pire signal »

Politiquement, les déclarations de Horst Seehofer peuvent s'expliquer. Agé de 61 ans, il représente l'aile conservatrice de son parti, lui-même en perte de vitesse. En raison notamment de l'arrivée d'Allemands (et non de Turcs) d'autres régions attirés par le dynamisme économique de la Bavière, la CSU catholique est en déclin. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, elle a recueilli moins de 50 % des voix (43,6 %) aux dernières élections, en 2008.

Mais sur le plan économique, les propos du leader bavarois sont plus que contestables. Dans un entretien à la *Suddeutsche Zeitung*, lundi, Frank-Jürgen Weise, responsable de l'Agence fédérale pour l'emploi, a été très explicite : « Aujourd'hui, nous avons 44 millions d'actifs. Sans immigration, ils seront environ 26 millions en 2050. Nous avons donc besoin d'une immigration contrôlée. » Dans ces conditions, « réclamer l'arrêt de l'immigration à l'exception de certains milieux culturels est le pire signal à envoyer », a estimé, mardi, August-Wilhelm Scheer, président de la Fédération allemande des entreprises technologiques, dans le quotidien économique *Handelsblatt*.

De plus, rien n'indique que l'Allemagne risque d'être « envahie » par les Turcs, comme l'affirme Thilo Sarrazin. Depuis quatre ans, le nombre de Turcs quittant l'Allemagne est supérieur au nombre de Turcs y entrant. Et l'écart s'accroît : 1704 en 2006, 2280 en 2007, 8190 en 2008 et 8334 en 2009.

La rhétorique anti-immigrés ne correspond que partiellement à la politique menée. L'université d'Osnabrück (Basse-Saxe) a entamé lundi, avec l'appui du gouvernement de droite (CDU-FDP), une formation de trente imams destinée à parfaire leur intégration dans la société allemande. ■

Frédéric Lemaître